

## PRESSE ET MÉDIAS AUDIOVISUELS

## Entre dépénalisation et monopole

**C'est la veille de la célébration de la Journée mondiale de la liberté de la presse, soit le 2 mai, que le chef de l'Etat a choisi pour soumettre au Conseil du gouvernement le projet d'amendement du code pénal dans ses dispositions relatives au délit de presse. Une programmation à laquelle le marketing politique n'est manifestement pas étranger.**

**Sofiane Aït-Ifllis - Alger (Le Soir)** - L'on sait, pour avoir écouté le ministre de la Communication Nacer Mehal le préciser, que la dépénalisation du délit de presse, annoncée par le chef de l'Etat dans son discours à la nation du vendredi 15 avril, consistera en la suppression des chapitres des articles 144 bis et 146 du code pénal stipulant l'emprisonnement de journalistes pour des faits de diffamation.

Par un tel acte, le président Bouteflika travaille assurément à relooker son image et celle du pouvoir liberticide qu'il incarne. La programmation d'un Conseil des ministres à la veille du 3 mai pour examiner le projet d'ordonnance amendant les articles 144 bis et 146 du code pénal procède, à coup sûr, de ce besoin éprouvé, conjoncture oblige, de mieux paraître aux yeux de la corporation de la presse et de la société en général. En fait, le pouvoir fait son mea-culpa d'avoir été liberticide. En 2001, en effet, le président Bouteflika a procédé à l'amendement du code pénal dans le sens du renforcement de la coercition à l'encontre des journalistes, faisant fi

de la vague de protestation d'une corporation qui a payé un lourd tribut au terrorisme islamiste. Durant dix années entières, les articles 144 bis et 146 du code pénal étaient restés suspendus comme des épées de Damoclès au-dessus de la tête des journalistes.

De nombreux journalistes, soumis à la fréquentation des tribunaux du fait de la pénalisation du délit de presse, furent condamnés à des peines d'emprisonnement et à des amendes les plus lourdes. Il aura fallu que les vents du changement soufflent sur le monde arabe et sur le voisinage immédiat et que la bourrasque déboulonne successivement les présidents Ben Ali et Moubarak mais aussi une forte pression intérieure pour que le président Bouteflika daigne lâcher du lest. Et certainement pour soigner son image d'un président qui a érigé le billot pour sacrifier l'expression libre auprès de la corporation des journalistes, il a opportunément choisi de commettre l'acte concret de dépénalisation du délit de presse à la veille du 3 mai. Mais s'il s'est résolu enfin à démolir ce qu'il a lui-même érigé, la pénalisation



Nacer Mehal, ministre de la Communication.

du délit de presse, le président Bouteflika tient toujours à l'exercice de quelques monopoles handicapant l'expression libre.

Ainsi, il maintient de garder en l'état la situation de l'audiovisuel dont il ne juge pas arrivé le moment de l'ouvrir à l'investissement privé. L'effort se trouve

orienté vers le lancement de chaînes thématiques que d'aucuns appréhendent déjà comme des clones de l'Unique. Ceci même si les chaînes déjà existantes, en l'occurrence A3, Canal Algérie et la chaîne Tamazight, devront disposer de statut qui leur confèrera une autonomie de

gestion. Le Conseil des ministres du 2 mai examinera les textes y afférents. Comme il examinera aussi un projet portant dépénalisation du délit de gestion. Le Conseil des ministres examinera aussi le projet de loi de finances complémentaire.

S. A. I.

## SANS PRONOSTIQUER SUR L'AVENIR DE SON PARTI

## Soltani insiste sur l'option d'une «réforme calme»

**Le patron du MSP, revêtant hier le costume d'auteur, s'intéresse aux mouvements qui secouent plusieurs pays. Il considère que la Tunisie n'est pas «une exception» et que l'Algérie n'est pas à l'abri, pour peu que le désir de changement émane du peuple.**

**Nawal Imès - Alger (Le Soir)** - Aboudjerra Soltani est catégorique : le rôle des partis politiques, quelle que soit leur obédience, est bien terminé. Aucune formation politique, dit-il, ne sera en mesure de mener une révolution. Cela est-il valable pour son parti politique ? Oui, répond Soltani, qui dit ne croire qu'aux révolutions émanant de la volonté populaire.

«Si le peuple algérien veut faire sa révolution, il sera seul maître à bord», disait-il hier en présentant son livre *Régimes dans l'œil du cyclone*. Répondant à une question relative à l'avenir de son parti politique, Soltani expliquait, hier, que lorsqu'une révolution mènera à la chute du régime algérien, le MSP se pliera à la volonté du peuple et partira si ce dernier ne voudra plus de lui.

L'éventualité d'une «réforme douce» est cependant la plus probable pour Soltani qui dit ne pas croire en l'hypothèse du complot fomenté de l'extérieur et qui estime que le cas tunisien est loin d'être une exception. Soltani s'est cependant penché



Aboudjerra Soltani.

sur l'expérience tunisienne dans un livre en chapitres qui, dit-il, n'est ni historique, ni politique, encore moins chronologique. C'est, dit-il, une lecture d'une situation donnée à un moment donné de l'histoire d'un pays donné jusque-là pour exemple de stabilité dans la région.

En remontant dans l'histoire récente du pays, le numéro un du MSP a disséqué le régime tunisien, notamment dans le neuvième chapitre de son livre qu'il a consacré à retracer les caractéristiques du régime Ben Ali, des caractéristiques qui, assure-t-il, se retrouvent facilement dans d'autres pays arabes. Comme la Tunisie, ces pays

sont caractérisés par une corruption institutionnalisée, un monopole des richesses, un personnel politique dûment sélectionné, des espaces publics fermés, un Etat policier, une marginalisation de la société civile et un musellement des voix discordantes, sans compter une tendance à ne pas quitter le pouvoir.

En présentant, hier, son livre, Soltani a reconnu vouloir y ajouter encore deux phrases. Il aurait aimé écrire que les régimes en place ont du mal à se sevrer du pouvoir mais que les peuples n'ont plus la patience d'attendre.

N. I.

## RÉSEAU PARLEMENTAIRE AFRICAIN DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

### Présentation de l'expérience algérienne

La section algérienne du Réseau parlementaire africain de lutte contre la corruption (Apnac) a présentée, hier, le dispositif législatif et réglementaire adopté par l'Algérie pour faire face à ce phénomène. Les parlementaires algériens tentent de s'impliquer aux côtés de leurs pairs africains pour lutter contre la corruption. Cet engagement a pour cadre le Réseau parlementaire africain de lutte contre la corruption dont le Parlement algérien est officiellement membre depuis le mois de janvier 2011.

Cette section, présidée par la députée FLN Farida Ilimi, a organisé, hier, une journée d'information sur les mécanismes législatifs et réglementaires de lutte adoptés par l'Algérie.

Dans son intervention, le vice-président de l'Assemblée Messaoud Chihoub est longuement revenu sur les différentes conventions internationales et continentales signées par l'Algérie ces dernières années. Tout en reconnaissant l'augmentation significative de ce phénomène dans notre pays, Messaoud Chihoub estime qu'il existe une réelle volonté d'y faire face au plus haut niveau de l'Etat.

«Dès 1999, le président Abdelaziz Bouteflika avait fait part de sa détermination de lutter contre la corruption. Un engagement qu'il a réitéré lors de son dernier discours à la nation», dira-t-il. Selon lui, tous les mécanismes ont été adoptés sous l'ère Bouteflika.

Le vice-président «omettra» de préciser que les premiers textes réglementaires, même s'ils n'ont pas été pleinement appliqués, sont à mettre sur le compte du président Liamine Zeroual. Lors de la séance de débats, le député Ali Brahimi a dressé un constat alarmant de la situation.

«Dans son ensemble, l'arsenal juridique est bon. Mais il existe encore des lacunes, notamment en matière de protection des témoins et l'accès à l'information. Ainsi, un journaliste qui mène des investigations dans une affaire de corruption risque de tomber sous le coup des articles du code pénal qui traitent de la diffamation».

Ali Brahimi ne manquera pas la commission d'enquête sur la corruption qu'il a initiée avec d'autres parlementaires. Commission d'enquête rejetée par le bureau de l'Assemblée populaire nationale.

Tarek Hafid